

**DELIBERATION N°2024.10.07**  
**SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL du 03 OCTOBRE 2024**

L'an Deux Mille Vingt-quatre, le trois octobre, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre REVERCHON, Maire.

Date de Convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2024

**Présents :**

M REVERCHON, Mme REIX, M DECEUR, Mme ALLAIN-MONNIER, M ZWISLER, Mme CARANO, M PHULPIN, Mme SIMON, M JOLY, M PALTRINIERI, M COLAS, Mme EYSSERIC, M FAVIER, M CHAVET, Mme PIERI, M BERNON, M CHUZEVILLE, M COLOMBIER, M ANDREO, M BRIZE, Mme JANODY, M CHETAIL.

**Pouvoirs :**

Mme RAMPON donne pouvoir à M PIERI

**Excusée :** Mme SEGURA

**Absents :** Mme COLLET, Mme ROUX, M LAUMAIN, Mme PAWLOWSKI, M OZENFANT.

Nombre de Conseillers : 29      En Exercice : 29      Présents : 22      Votants : 23

**PROTECTION FONCTIONNELLE ACCORDEE AU MAIRE**

Me Reix, 1<sup>ère</sup> adjointe, expose à l'assemblée que M le Maire est mis en examen pour diffamation, dans l'affaire qui l'oppose en tant que Maire de la commune à l'entreprise GRANUPLAST qui l'accuse de propos prononcés dans une déclaration lors de la séance du conseil communautaire du 20 décembre 2023, propos que l'accusateur qualifie de diffamatoires.

Par courrier en date du 20 juin dernier M le Maire sollicitait la 1<sup>ère</sup> adjointe Mme Reix pour solliciter la protection fonctionnelle au maire. Mme Reix, 1<sup>ère</sup> adjointe en vertu des délégations attachées à sa fonction, par courrier du 21 juin 2024 a accordé la protection fonctionnelle au maire.

Conformément à la loi n°2024-247 du 21 mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux, et aux articles L2123-35, L3123-29 et L4135-29 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le conseil doit confirmer la décision prise par la 1<sup>ère</sup> adjointe pour accorder au maire la protection fonctionnelle dans le cadre de cette affaire.

La protection implique notamment la prise en charge par la commune, le cas échéant via son contrat d'assurance, des frais de représentation en justice qui pourraient être engagés.

Ces dépenses sont désormais considérées comme des dépenses obligatoires pour la commune (art. 6 ; art. L 2321-2 du CGCT).

Entendu l'exposé de la 1<sup>ère</sup> adjointe

Après avoir délibéré, l'unanimité, M le maire ne prend pas part au vote,

Le conseil municipal :

- CONFIRME la décision prise par la 1<sup>ère</sup> adjointe pour accorder au maire la protection fonctionnelle dans l'affaire qui l'oppose avec la société GRANUPLAST dans cette affaire.
- AUTORISE la prise en charge par la commune des frais de représentation en justice qui pourraient être engagés dans cette affaire.

Et ont signé sur le registre tous les membres présents.

Jassans-Riotier, le 03 octobre 2024

Marie-Laure REIX  
1<sup>ère</sup> adjointe

